

BULLETIN D'INFORMATION

LE CENTRE ÉGYPTO-ITALIEN POUR LA RÉHABILITATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉGYPTIENNE SUR LES MARCHÉS ITALIEN ET EUROPÉEN A ÉTÉ INAUGURÉ

L'ambassadrice Saha Gendi, ministre de la Migration, a rencontré le ministre italien de l'Intérieur Matteo Piantedosi, responsable des affaires d'immigration au sein du gouvernement italien, lors de sa visite en Italie. Les ministres ont discuté de la création et du renforcement de canaux légitimes pour la migration vers l'Italie et de l'amélioration de la coopération positive pour lutter contre la migration illégale. Cela inclut la création du centre égypto-italien pour former et qualifier la main-d'œuvre égyptienne pour travailler sur les marchés italien et européen.

Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Piantedosi, a salué l'ambassadrice Saha Gendi, louant la communauté égyptienne en Italie pour son intégration réussie dans la société, étant la plus grande communauté égyptienne en Europe.

L'ambassadrice Saha Gendi a salué les résultats de ses discussions avec le ministre italien de l'Intérieur Matteo Piantedosi au Caire, complétant sa deuxième série de discussions dans la capitale italienne, Rome. La collaboration avec les institutions étatiques et les ministères égyptiens a produit des résultats positifs.

Le ministre de la Migration a déclaré que le "Centre égypto-italien" se concentrera sur la qualification et la formation des jeunes égyptiens pour travailler sur le marché italien. L'expérience réussie de l'Égypte avec le gouvernement allemand sert de modèle, les écoles techniques italiennes existantes en Égypte pouvant éventuellement devenir des centres de réhabilitation pour les jeunes. L'objectif est de fournir des opportunités de migration sûres vers l'Italie, couplées à une formation dans les villages et les provinces qui sont des sources de migration illégale pour répondre aux besoins des marchés du travail européens.

Le ministre de la Migration a souligné un fort soutien à l'idée de créer le "Centre égypto-italien" de la part de la direction politique égyptienne. Elle a souligné l'importance de préparer un document conceptuel contenant tous les détails, outils, structure du centre et le calendrier de son lancement. Des délégations techniques des deux côtés consulteront sur ces détails.

Le ministre italien de l'Intérieur a souligné que la communauté égyptienne sert de bon modèle en Italie, exprimant un vif intérêt pour la promotion de canaux de migration légale pour les travailleurs qualifiés.

Le ministre a mis en avant la coopération existante entre l'Égypte et l'Italie, en particulier dans l'école hôtelière italienne à Fayoum, où les jeunes sont éduqués et préparés au travail dans l'industrie hôtelière. Cette collaboration pourrait être étendue pour établir un centre de formation en Égypte, le "Centre égypto-italien", pour que les jeunes travaillent sur le marché italien.

Le ministre a sollicité le soutien du ministre italien pour la reconnaissance mutuelle des permis de conduire entre les deux pays et la délivrance de permis pour l'école égyptienne à Milan, "l'école Naguib Mahfouz", ce à quoi il a promis d'apporter son aide.

Les deux ministres ont convenu de former une équipe conjointe pour mettre en œuvre immédiatement les actions convenues dans un délai spécifié. Ils ont affirmé la forte histoire de collaboration entre l'Égypte et l'Italie, travaillant vers un avenir plus fort pour les deux peuples et les deux pays.



LE GOUVERNEMENT AUSTRALIEN A ALLOUÉ 168 MILLIONS DE DOLLARS POUR SURVEILLER 141 MIGRANTS QUI ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Le gouvernement australien a alloué 168 millions de dollars américains (équivalant à 255 millions de dollars australiens) pour financer la police et d'autres responsables de l'application de la loi afin de surveiller 141 migrants qui ont été libérés suite à une décision de justice déclarant que leur détention indéfinie était anticonstitutionnelle.

Ce nouveau financement reflète une augmentation sur deux ans de la charge de travail des responsables de l'application de la loi en raison des préoccupations du gouvernement concernant les risques sociétaux croissants posés par ceux qui ont été libérés. La Cour australienne avait statué le 8 novembre de l'année dernière que la détention indéfinie d'individus est anticonstitutionnelle. Cela signifie que les étrangers se voyant refuser des visas australiens, qui ne peuvent pas être expulsés vers leur pays d'origine et ne sont acceptés par aucun pays tiers, ne devraient pas être détenus indéfiniment.

La plupart des migrants libérés en vertu de la décision de la cour avaient des antécédents criminels. Le groupe comprenait également des personnes ayant échoué aux tests de caractère pour d'autres raisons, certaines contestant les rejets de visa devant les tribunaux, et d'autres réfugiés ou apatrides.

Le ministre de l'Intérieur, Claire O'Neil, a déclaré que la priorité du gouvernement est de protéger la sécurité de la communauté australienne dans les limites de la loi. Le financement contribuera à allouer le temps et les ressources nécessaires pour gérer ce groupe à l'avenir.

Le Parlement australien avait adopté un ensemble de lois d'urgence imposant des restrictions aux migrants récemment libérés, notamment des couvre-feux, des conditions de déclaration à la police et des bracelets de cheville électroniques obligatoires pour suivre leurs mouvements en permanence.

Malgré la décision de la cour de libérer les migrants détenus, la Haute Cour australienne examine actuellement la légalité des réponses législatives du gouvernement. Les sept juges de la Haute Cour révéleront mardi les motifs de leur décision et s'il est nécessaire de libérer davantage de migrants. Certains migrants récemment libérés pourraient être détenus à nouveau.



"L'Union européenne introduit une nouvelle législation pour prévenir et combattre le trafic de migrants"

"La commissaire européenne aux affaires intérieures confirme une baisse des migrants en provenance de la Tunisie et une augmentation des arrivées de la Libye"

La Commission européenne a l'intention de lancer une nouvelle législation pour prévenir et combattre le trafic de migrants, appelant à une coopération mondiale dans la lutte contre le trafic de migrants lors de la conférence internationale en cours à Bruxelles.

L'organe exécutif de l'UE a déclaré dans un communiqué de presse que ces initiatives établissent collectivement un nouveau cadre légal, opérationnel et international pour lutter contre le trafic de migrants dans les années à venir.

Ylva Johansson, la commissaire européenne aux affaires intérieures, a mentionné que la législation permettrait à l'agence européenne de police de jouer un rôle crucial dans la lutte contre le trafic de migrants en identifiant les tendances, en échangeant des données et en déployant sur le terrain.

Johansson a également confirmé une diminution significative, jusqu'à 90 %, du nombre de migrants venant de Tunisie vers l'UE, mais une augmentation en provenance de Libye.

La Tunisie et la Libye sont considérées comme les principaux points de départ de milliers de migrants illégaux vers l'Union européenne, principalement par l'Italie, qui a connu une forte augmentation des arrivées sur ses côtes.

Johansson a attribué la réduction significative des départs des côtes tunisiennes à la surveillance côtière intensifiée dans le pays. Elle a ajouté qu'il y a eu une augmentation substantielle du retour volontaire de ressortissants de pays tiers de la Tunisie vers leurs pays d'origine, un engagement décrit dans un récent mémorandum d'accord entre l'UE et la Tunisie.

En ce qui concerne le partenariat plus large avec la Tunisie, Johansson a souligné ses multiples objectifs, notamment la réduction de l'arrivée de migrants de Tunisie sur les côtes de l'UE. Elle a mis en avant un engagement à fournir 105 millions d'euros pour lutter contre la migration irrégulière et une aide financière directe de 150 millions d'euros pour faire face aux difficultés économiques du pays.

UN TRIBUNAL ÉGYPTIEN EXAMINE UNE AFFAIRE DE TRAFIC DE 100 INDIVIDUS VERS L'ALBANIE.



Le tribunal du Caire Nord supervise le procès d'un propriétaire d'entreprise et de son partenaire accusés de trafic d'êtres humains et de contrebande illégale de 100 personnes vers l'Albanie. Les accusés avaient formé un groupe criminel impliqué dans le trafic illégal de migrants en collaboration avec d'autres, obtenant des gains financiers importants.

Selon l'ordonnance de renvoi, les défendeurs ont rejoint un groupe criminel organisé dans le but de faire passer illégalement des migrants d'Égypte vers les pays de l'Union européenne et l'Albanie. Leurs activités ont été révélées après la découverte de la contrefaçon de certificats d'analyse COVID-19 faussement attribués à l'Administration centrale des laboratoires du ministère de la Santé et de la Population.



**LE CONSEIL MILITAIRE AU NIGER REGAGNE LE SOUTIEN LOCAL ET ANNULE LA DÉCISION 'ANTI-MIGRATION'.
LE GOUVERNEMENT CONFIRME QUE LA DÉCISION NE PREND PAS EN COMPTE LES INTÉRÊTS DU NIGER ET DE SES CITOYENS**

Le conseil militaire au Niger a décidé d'annuler la loi de contrôle de l'immigration de 2015 qui restreignait le trafic de personnes à travers le pays vers l'Europe. Cette décision du conseil militaire vise à regagner le soutien local. Le pays d'Afrique de l'Ouest sert de plaque tournante pour les migrants irréguliers se dirigeant vers l'Union européenne via la Libye et l'Algérie. Un communiqué du gouvernement a souligné que l'annulation de la décision de contrôle de l'immigration ne prend pas en compte les intérêts du Niger et de ses citoyens. La décision a eu un impact négatif sur l'économie locale dans des régions désertiques comme Agadez, où les habitants sont impliqués dans le guidage des migrants à travers le désert.

Le gouvernement nigérien envisage actuellement la libération des personnes condamnées pour "migration illégale", les trafiquants étant passibles d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans en cas de condamnation. L'annulation de la décision devrait accentuer les tensions entre le Niger et l'Union européenne, d'autant plus que l'UE a imposé des sanctions au pays suite au coup d'État militaire qui a renversé le président Mohamed Bazoum en juillet de l'année dernière.

Dans un contexte connexe, l'Organisation internationale pour les migrations a affirmé que la loi abrogée était largement efficace pour prévenir les flux de migration illégale depuis le Niger. Avec l'annulation, on prévoit des flux de migrants hebdomadaires à travers le désert nigérien atteignant jusqu'à 4 000 migrants. Olf Leisang, le directeur régional de la Fondation Konrad Adenauer en Allemagne, a décrit l'annulation de la décision comme le début d'un scénario d'horreur en Europe.



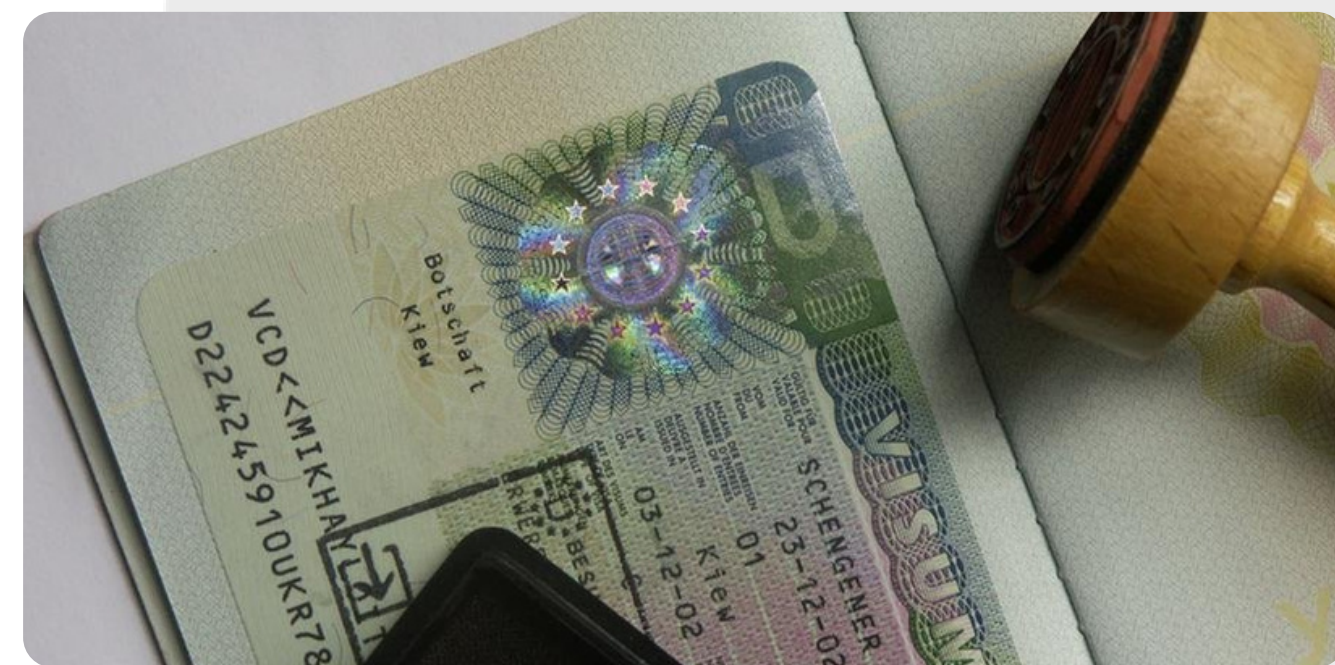
LES PAYS DE L'ESPACE SCHENGEN FONT MARCHÉ ARRIÈRE SUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION À L'INTÉRIEUR DE LEURS FRONTIÈRES, AVEC 13 ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE CIBLANT LES IMMIGRANTS SANS PAPIERS PAR DES 'INSPECTIONS'

Treize États membres de l'Union européenne ont imposé de nouvelles mesures sur les déplacements internes entre les 27 pays de l'UE afin de freiner la migration illégale et de cibler les trafiquants d'êtres humains à travers les frontières. Cette décision, prise lors d'une conférence sur la lutte contre la migration irrégulière par la route des Balkans, implique la mise en œuvre d'inspections entre leurs frontières, ce qui rompt avec la liberté de mouvement habituelle dans l'espace Schengen. Des pays tels que le Chili, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, l'Autriche et l'Allemagne font partie des treize nations prenant ces mesures. Les inquiétudes concernant l'augmentation des pressions sur la route migratoire des Balkans, en particulier de la Serbie vers la Hongrie, ont incité à la nécessité de mesures plus strictes. Bien que certains gouvernements de l'UE craignent l'impact sur Schengen, le ministre tchèque de l'Intérieur, Vít Rakušan, a souligné que la migration est un défi commun pour l'Europe et que les solutions devraient se concentrer sur la prévention de l'entrée illégale, avec les gouvernements le long de la route des Balkans travaillant ensemble pour rétablir les contrôles aux frontières internes et protéger les frontières externes de Schengen. La ministre allemande Nancy Faeser a affirmé que ces mouvements de migration ont conduit à des contrôles imposés aux pays voisins, soulignant l'importance du respect des droits de l'homme lorsqu'il s'agit de défendre les frontières externes de l'UE et les contrôles internes. Le ministre hongrois de l'Intérieur, Sándor Pintér, a déclaré que la Hongrie n'est pas prête à faire des compromis sur la proposition de répartition des demandeurs d'asile dans l'UE, rejetant le caractère obligatoire de la relocalisation. Le nord de la Serbie a connu une escalade de la violence le long de ses frontières avec la Hongrie ces derniers mois, les conflits armés devenant courants alors que les migrants se rassemblent, cherchant des moyens d'entrer dans l'UE avec l'aide de trafiquants. La Hongrie a construit une clôture électrifiée entre les deux pays après l'entrée de plus d'un million de migrants dans l'UE en 2015, fuyant les guerres et la pauvreté au Moyen-Orient et en Afrique.

EXPULSION DE 248 MIGRANTS ILLÉGAUX DE LA LIBYE VERS LE NIGER ET LE TCHAD



Les autorités libyennes luttant contre la migration illégale ont expulsé la semaine dernière 248 migrants illégaux. L'expulsion comprenait le transfert de 120 personnes par avion vers le Niger, tandis que les 128 restantes ont été expulsées par voie terrestre vers le Tchad. Le vice-président du Conseil présidentiel, Musa Al-Koni, qui était présent lors du processus d'expulsion, l'a qualifié de "humain et approprié".



Le procès de 20 migrants africains en Tunisie pour agression contre les forces de sécurité

La Cour de Sfax examine le procès de 20 migrants irréguliers originaires de pays d'Afrique subsaharienne, accusés d'avoir participé à l'incendie d'une voiture de police et à l'agression de personnels de sécurité dans la région d'Amra, relevant du gouvernorat de Sfax. Quatre agents de sécurité ont subi des blessures physiques, dont deux dans un état critique, recevant des soins à l'hôpital Habib Bourguiba. L'attaque a eu lieu pendant leur service de lutte contre la migration irrégulière et la destruction de plusieurs embarcations en fer dans la région de Hamayzia à Amra. L'incident, enregistré et partagé sur les réseaux sociaux, a entraîné des affrontements et des tensions entre les Tunisiens et les migrants irréguliers, d'autant plus que ce n'est pas le premier incident impliquant de tels migrants. Sfax est un point crucial pour les migrants irréguliers cherchant à atteindre l'île italienne de Lampedusa, à environ 130 kilomètres des côtes tunisiennes. La Tunisie fait face à une pression européenne croissante pour renforcer le contrôle de ses côtes et empêcher le départ des bateaux de migrants. En réponse, le gouvernement tunisien a sollicité le soutien de l'ONU pour ses efforts visant à mettre en œuvre des programmes de retour volontaire pour les migrants irréguliers et surmonter la crise. Le gouvernement a récemment conclu un accord avec l'Italie pour établir des centres d'hébergement temporaires et faciliter le retour des migrants dans leurs pays d'origine, avec un traitement humanitaire de leur situation. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés triera et redirigera les demandes d'asile vers les pays européens depuis le territoire tunisien, dans le but de protéger les migrants contre les risques de traite des êtres humains, les dangers des voyages en mer et les coûts engendrés à leur arrivée en Europe.



**"POUR LA PREMIÈRE FOIS : L'ÉGYPTE ORGANISE UNE CONFÉRENCE SUR LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE
LE DIRECTEUR RÉGIONAL DE LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE SALUE LE RÔLE DE L'ÉGYPTE DANS LA
PRÉVENTION DE LA MIGRATION ILLÉGALE ET DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS**

L'Égypte a accueilli une conférence sur la lutte contre la criminalité organisée, à laquelle ont participé 12 pays africains au Caire du 28 au 29 novembre. Les pays participants comprenaient l'Égypte, le Tchad, Djibouti, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, l'Ouganda, le Yémen et la République démocratique du Congo. Au cours de la conférence, l'ambassadrice Naela Gabr, responsable du Comité national de lutte contre la migration et de prévention de la traite des êtres humains, a souligné que l'échange d'informations entre les pays participants contribue à renforcer la coopération et à lutter contre la criminalité organisée. Elle a mis en avant le rôle des autorités égyptiennes dans la lutte contre la migration illégale depuis les côtes égyptiennes et la sécurisation des frontières égyptiennes. L'ambassadrice Gabr a noté que la conférence, qui se tient au Caire pour la première fois, jouera un rôle important dans la prévention de ces crimes à l'avenir.

En ce qui concerne le rôle du Comité national de coordination de la lutte et de la prévention de la migration illégale et de la traite des êtres humains, elle a affirmé sa possession d'une carte des provinces les plus exposées à la migration illégale, actuellement mise à jour en collaboration avec l'Agence centrale de mobilisation et de statistiques publiques. Cette carte soutient la surveillance de nouveaux aspects de la question et aide dans les efforts de sensibilisation et de prévention.

L'ambassadrice Gabr a également mentionné diverses activités liées à la traite des êtres humains, notamment un protocole de coopération avec l'Union des ONG par le biais de visites dans les provinces pour sensibiliser aux risques. Elle a souligné les efforts continus pour organiser davantage de réunions dans les villages afin de traiter cette question.

Hervey Jammeh, directeur du Centre régional des opérations de lutte contre la criminalité organisée, a salué les efforts égyptiens dans la lutte contre la criminalité organisée, la traite des êtres humains et la prévention de la migration illégale. Jammeh a souligné l'importance de la coopération entre les pays membres du centre, facilitant la lutte contre la criminalité organisée. Il a mis en avant la nécessité de coordonner les informations entre Interpol et son homologue africain, Afropol, pour renforcer les moyens de lutter contre et réduire la propagation de la criminalité organisée.



**LA FLORIDE APPELLE À IMPOSER DES RESTRICTIONS SUR L'IMMIGRATION ET DES TAXES SUR
LES TRANSFERTS BANCAIRES À L'ÉTRANGER**

À une époque où l'immigration illégale est considérée comme un problème majeur dans la société américaine, un grand jury dans l'État de Floride a appelé le gouverneur Ron DeSantis à imposer de nouvelles restrictions sur l'immigration, y compris l'imposition d'une taxe sur tous les transferts bancaires d'argent à l'étranger. Le rapport indique que de nombreux résidents de la Floride sont sérieusement naïfs et inconscients de l'ampleur réelle et de la ruse de l'industrie de l'immigration illégale, jusqu'à un million des environ 23 millions de résidents de l'État étant présents illégalement. Le rapport du grand jury appelle à l'imposition de frais "modestes" similaires à ceux imposés par l'État de l'Oklahoma, qui peuvent s'élever à environ 1,5% pour chaque transfert électronique. Selon le grand jury, de tels frais pourraient générer des dizaines de millions de dollars à utiliser pour renforcer les mesures d'application, l'éducation, ou des fonds pour aider les agences de l'État à faire face aux enfants migrants non accompagnés. Le rapport suggère que les participants à des transferts financiers légitimes peuvent récupérer leur argent, mais une telle taxe pourrait avoir un impact significatif dans des endroits comme le sud de la Floride, qui abrite une communauté de personnes ayant quitté l'Amérique latine et les Caraïbes et envoyant de l'argent à leurs proches. Le grand jury appelle également à des restrictions supplémentaires sur les entreprises, y compris l'obligation pour tous les employeurs de vérifier les noms des employés potentiels dans la base de données fédérale sur l'immigration. Le gouverneur Ron DeSantis, un républicain, a critiqué la gestion par l'administration Biden de l'immigration et critiqué Donald Trump pour son incapacité à persuader le Mexique de payer pour le mur frontalier entre les États-Unis et le Mexique. Le grand jury a mené ses enquêtes avec l'aide du procureur général de l'État qui travaille pour le procureur général républicain Ashley Moody, qui a intenté un procès contre l'administration Biden pour ses politiques d'immigration. Certains démocrates et défenseurs de l'immigration ont exprimé leur préoccupation quant au ton du rapport, craignant qu'il contribue à un langage et à des politiques plus inflammatoires envers les immigrants, tandis que d'autres voient le rapport comme un acte d'accusation accablant de l'échec complet de l'administration Biden à protéger les frontières.

**LES AUTORITÉS PORTUAIRES ÉGYPTIENNES ONT RÉUSSI À
CONTRECARRER AVEC SUCCÈS QUATRE TENTATIVES DE
MIGRATION ILLÉGALE.**



Le secteur de la sécurité portuaire égyptienne a réussi à contrecarrer avec succès quatre tentatives de migration illégale en l'espace de 24 heures. Cela s'inscrit dans le cadre des efforts continus des agences du ministère de l'Intérieur pour lutter contre divers crimes, en particulier la contrebande, en renforçant le contrôle de la sécurité à tous les points d'entrée.

Les efforts coordonnés des Directions générales relevant du secteur de la sécurité portuaire du ministère de l'Intérieur, en collaboration avec les autorités compétentes, ont abouti à l'appréhension de 5 cas liés à la contrebande de marchandises, 4 cas impliquant la migration illégale et la falsification de documents, un cas de contrebande de drogue et de possession de stupéfiants, et 29 cas dans le domaine de la sécurité générale.

Des procédures légales ont été engagées concernant les cas appréhendés, et des opérations de sécurité se poursuivent à tous les points d'entrée du pays pour renforcer le contrôle de la sécurité.



**Le ministre de l'Émigration annonce le lancement de la salle des opérations des élections présidentielles pour les
Égyptiens à l'étranger**

La ministre de l'Émigration, Sahar Ghandi, annonce les numéros de contact pour la salle des opérations du ministère pour les élections présidentielles de 2024.

L'ambassadrice Sahar Ghandi, ministre d'État chargée de l'Émigration et des Affaires des expatriés égyptiens, a annoncé le lancement de la salle des opérations du ministère de l'Émigration chargée de surveiller les élections des Égyptiens à l'étranger lors des élections présidentielles de 2024. Les élections auront lieu pendant trois jours les 1er, 2 et 3 décembre 2023. La salle des opérations répondra à toutes les questions et préoccupations des Égyptiens à l'étranger en continu, en coordination avec l'Autorité nationale des élections.

La ministre de l'Émigration a ajouté que les élections se dérouleront pendant ces jours aux heures locales de 9 h à 21 h dans chaque pays. Les bureaux de vote seront situés dans les locaux des ambassades et consulats égyptiens dans le monde entier.

La ministre a également précisé que deux numéros ont été attribués pour communiquer avec la salle des opérations du ministère de l'Émigration pour les élections présidentielles des Égyptiens à l'étranger. Elle a noté que l'Autorité nationale des élections a défini les directives électorales pour les Égyptiens à l'étranger, exigeant un passeport égyptien valide ou une carte d'identité nationale, qu'elle soit valide ou expirée. L'électeur doit également être inscrit dans les bases de données des électeurs.

L'ambassadrice Sahar Ghandi a souligné qu'en vertu de la loi électorale, chaque Égyptien ayant atteint l'âge de 18 ans avant la clôture de l'inscription des électeurs a le droit de participer aux élections présidentielles de 2024 et de choisir le représentant qui dirigera la nation dans les années à venir.

La ministre de l'Émigration a affirmé que les Égyptiens à l'étranger sont une partie essentielle du processus décisionnel en Égypte, et leurs votes comptent. Par conséquent, ils sont impatients de participer de manière efficace pour préserver leurs droits constitutionnels, car la constitution égyptienne leur accorde le droit de vote. Il est crucial pour eux d'exercer ce droit constitutionnel.

